

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre des actions collectives)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-001342-241

DATE : Le 14 mai 2026

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE PIERRE NOLLET, J.C.S.

NATHALIE AZOULAY
CARL LAREDO
Demandeurs
c.
FCA CANADA INC.
FCA US LLC
Défenderesses

APPROVAL OF NOTICES TO CLASS MEMBERS

[1] **CONSIDÉRANT** l'approbation par le Tribunal les 5 septembre et 17 novembre 2025 de la demande d'autorisation des demandeurs d'instituer une action collective pour le bénéfice des personnes suivantes :

<p>All persons in Canada who own, owned, lease, leased and/or used one or more of the Subject Vehicles, namely:</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>2021-2025</u> Jeep Wrangler plug-in hybrid electric vehicles; • <u>2022-2025</u> Jeep Grand Cherokee plug-in hybrid electric vehicles; <p>or any other Group(s) or Sub-Group(s) to be determined by the Court.</p> <p>(The Class or Members of the Class)</p>	<p>Toutes les personnes au Québec qui possèdent, possédaient, louent, louaient et/ou ont utilisé un ou plusieurs des Véhicules visés, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Jeep Wrangler hybride électrique rechargeable <u>2021-2025</u>; - Jeep Grand Cherokee hybride électrique rechargeable <u>2022-2025</u>; <p>ou tout autre groupe ou sous-groupe qui sera déterminé par la Cour.</p> <p>(le « Groupe » ou les « Membres du groupe »)</p>
--	---

[2] **CONSIDÉRANT** le plan de diffusion des avis proposés, tel que détaillé dans l'estimation de Concilia Services Inc. datée du 27 novembre 2025, dont une copie a été soumise au tribunal (le « Plan de diffusion »).

[3] **CONSIDÉRANT** les avis d'autorisation détaillés (en anglais et en français) soumis au tribunal et joints au présent jugement en annexe 1 (les « avis »).

[4] **CONSIDÉRANT** le formulaire de retrait (en anglais et en français) soumis au tribunal, qui doit être publié sur le site web des avocats du groupe et qui est joint au présent jugement en annexe 2 (les « formulaires de retrait »).

[5] **CONSIDÉRANT** que les parties ont conjointement proposé que Concilia Services inc. (« Concilia ») soit désignée par le tribunal pour diffuser les avis d'autorisation et compléter les étapes détaillées dans le Plan de diffusion et l'estimation mentionnée par Concilia

[6] **CONSIDÉRANT** qu'après l'émission du jugement d'autorisation, les défendeurs (« FCA ») ont envoyé des courriels à certains membres du groupe leur offrant des cartes-cadeaux MasterCard de 150 \$.

[7] **CONSIDÉRANT** que les avocats du groupe ont demandé que les avis et le présent jugement confirment que tous les membres du groupe ayant reçu, accepté et/ou utilisé ces cartes-cadeaux (ou qui le feront à l'avenir) sont toujours inclus dans ce recours collectif et n'ont pas libéré FCA (ce que FCA, par l'entremise de leurs conseils, a également confirmé);

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

- [8] **PRAYS ACT** of the Defendants' confirmation that Class Members who will/have receive(d), accept(ed) and/or use(d) the \$150 MasterCard gift card offered by FCA have not released FCA. **PREND ACTE** la confirmation des défendeurs que les membres du groupe qui auront/ont reçu, accepté et/ou utilisé(o) la carte-cadeau MasterCard de 150 \$ offerte par la FCA n'ont pas libéré FCA.
- [9] **DECLARES** that any Class Members who will/have receive(d), accept(ed) and/or use(d) the \$150 MasterCard gift card offered by FCA remain entitled to participate in the Class Action. **DÉCLARE** que tous les membres du Groupe qui ont ou auront reçu, accepté et/ou utilisé la carte-cadeau MasterCard de 150 \$ offerte par la FCA demeurent en droit de participer dans l'Action collective.
- [10] **SETS** the time limit for opting out of the Class Action at the latest on **July 6, 2026**. **FIXE** la limite de temps pour se retirer de l'Action collective au plus tard le **6 juillet 2026**.
- [11] **DECLARES** that all Class Members who have not requested their exclusion from this Class Action in said delay to be bound by any Judgment to be rendered in the present Class Action. **DÉCLARE** que tous les membres du groupe qui n'ont pas demandé leur exclusion de cette Action collective dans ce délai sont liés par tout jugement rendu dans la présente Action collective.
- [12] **APPROVES** the Notice Plan as Annexe 3 to the present Judgment. **APPROUVE** le Plan de Diffusion des avis joints au présent Jugement en annexe 3.
- [13] **APPROVES** the Notices, in both English and French, attached to the present Judgment as Annex 1. **APPROUVE** les Avis, en anglais et en français, joints au présent Jugement en annexe 1.
- [14] **APPROVES** the Opt Out Form, in both English and French, attached to the present Judgment as Annex 2, which are to be posted on Class Counsel's website. **APPROUVE** le formulaire d'exclusion du groupe, en anglais et en français, joint au présent jugement en annexe 2, qui doit être publié sur le site web de l'avocat du groupe.
- [15] **DESIGNATES** Concilia Services Inc. to disseminate the authorization Notices and complete the steps detailed in the Notice Plan. **DÉSIGNE** Concilia Services Inc. pour diffuser les avis d'autorisation et compléter les étapes détaillées dans le Plan de diffusion.

[16] **ORDERS** Concilia Services Inc. to initiate the Notice Plan on or before **June 5, 2026**.

ORDONNE à Concilia Services Inc. d'initier le Plan de diffusion le ou au plus tard le **5 juin 2026**.

[17] **ORDERS** the Defendants to communicate to Concilia Services Inc. the list of Class Members on or before **May 25, 2026**.

ORDONNE aux défendeurs de communiquer à Concilia Services Inc. la liste des membres du groupe le ou au plus tard le **25 mai 2026**.

[18] **ORDERS AND DECLARES** that this Judgment constitutes a Judgment compelling the communication of personal and/or private information of any Group Member by the Defendants within the meaning of applicable privacy law and this judgment shall constitute the authority to do so.

ORDONNE ET DÉCLARE que ce jugement constitue un jugement obligeant les défenderesses à communiquer de l'information personnelle et/ou privée de tout Membre du Groupe au sens des lois applicables sur la vie privée, et que ce jugement constitue l'autorisation pour ce faire.

[19] **ORDERS** the Defendants to disclose to Concilia Services Inc. the personal and/or private information of any Class Member that it holds.

ORDONNE aux défenderesses de communiquer à Concilia Services Inc. l'information personnelle et/ou privée de tout Membre du Groupe qu'elle détient.

[20] **THE WHOLE** without legal costs, except the costs associated with the execution of the Notice Plan payable to Concilia Services Inc. which will be paid by the Defendants.

SANS FRAIS, sauf les frais associés à la mise en oeuvre du Plan de diffusion payable à Concilia Services Inc., qui seront payés par les défenderesses.

PIERRE NOLLET, J.C.S.

Mtre David Assor
LEX GROUP INC.,
Avocats des demandeurs

Mtre Noah Boudreau
Mtre Mirna Kaddis
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN LLP
Avocats de la défenderesse

Date d'audience : Sur dossier

ANNEXE 1
JEEP WRANGLER 4XE
-ET-
JEEP GRAND CHEROKEE 4XE

(VÉHICULES HYBRIDES RECHARGEABLES - VHR)

ACTION COLLECTIVE QUÉBÉCOISE AUTORISÉE

AVIS AUX MEMBRES DU GROUPE

VOUS N'AVEZ RIEN À PAYER

Par jugements datés des 5 septembre et 17 novembre 2025, la Cour Supérieure du Québec a autorisé l'exercice d'une action collective contre **FCA Canada Inc.** et **FCA US LCC** (ci-après collectivement « **FCA** » ou les « **défenderesses** ») au nom du Groupe suivant :

Toutes les personnes au Québec qui possèdent, possédaient, louent, louaient et/ou ont utilisé un ou plusieurs des **Véhicules visés**, à savoir :

- Jeep Wrangler hybride électrique rechargeable 2021-2025;
- Jeep Grand Cherokee hybride électrique rechargeable 2022-2025;

ou tout autre groupe ou sous-groupe qui sera déterminé par la Cour.

(ci-après le « **Groupe** » ou les « **Membres du groupe** »)

Les demandeurs se sont vu attribuer le statut de représentants afin d'agir au nom des Membres du Groupe. Ils allèguent dans leur action que les Véhicules visés hybrides rechargeables (VHR) souffrent de vices cachés de conception et/ou de fabrication communs liés à leurs batteries haute tension. FCA nie toute responsabilité et conteste l'action collective.

Si l'action collective est couronnée de succès, toutes les personnes au **Québec** correspondant au Groupe mentionné ci-dessus pourraient être admissibles à une indemnisation, y compris, sans s'y limiter, le remboursement total ou partiel du prix d'achat ou de location du Véhicule visé et/ou un rappel et des réparations appropriées de leur véhicule, d'autres dommages-intérêts compensatoires et/ou moraux, ainsi que des dommages-intérêts punitifs.

Le jugement d'autorisation est une étape préliminaire qui permet de débiter l'action collective. Ce jugement ne décide pas de la responsabilité de FCA. Les allégations formulées dans le cadre de cette action collective n'ont pas encore été prouvées. FCA nie toute responsabilité et aura la possibilité de présenter ses moyens de défense lors du procès. C'est à la suite de ce procès, qui aura lieu dans le district de Montréal, que la Cour supérieure décidera si FCA a enfreint à la loi tel qu'allégué et si FCA doit être condamnée à rappeler et à réparer correctement les véhicules visés (à défaut, annuler les contrats de vente ou de location) et/ou à verser une indemnité aux Membres du groupe et, dans ce cas, quels montants doivent être versés.

En tant que Membre du Groupe, **vous n'avez pas à payer les honoraires d'avocats** qui seront payés à partir des dommages-intérêts qui peuvent être accordés dans le cadre de l'action collective, le cas échéant. La Cour sera appelée à se prononcer sur le caractère raisonnable des honoraires des avocats du groupe. En cas de succès, les demandeurs demandent également à la Cour de condamner **FCA** à payer les honoraires professionnels et dépenses de leurs avocats, en plus du montant réclamé pour les Membres du Groupe. Toutefois, la Cour peut également décider que ces honoraires et frais seront **déduits** des montants dus au Groupe, le cas échéant.

REMARQUE IMPORTANTE:

FCA vous a peut-être récemment envoyé un courriel vous proposant une carte-cadeau MasterCard de 150\$. Sachez que vous pouvez toujours participer à cette action collective autorisé même si vous avez déjà accepté et/ou utilisé cette carte-cadeau. Vous ne serez pas tenu de rembourser ou de retourner cette carte-cadeau et vous pouvez toujours participer à cette action collective. Par conséquent, vous n'avez PAS besoin de vous exclure de cette action collective si vous avez déjà accepté et/ou utilisé cette carte-cadeau. En effet, le Tribunal a confirmé que toute personne qui accepte et/ou utilise ces cartes-cadeaux demeure admissible à participer à cette action collective.

Informations pertinentes concernant le déroulement de l'action collective :

1. Cette action collective se déroulera dans le **district judiciaire de Montréal.**

2. **Les principales questions de fait et de droit à déterminer collectivement par le tribunal sont les suivantes:**
 - a) Les Véhicules visés souffrent-ils de vices cachés de conception et/ou de fabrication?

- b) Les Défenderesses étaient-elles au courant de ces vices et ont-elles omises d'en informer les Membres du groupe et, si elles le savaient, quand l'ont-elles su ou quand auraient-elles dû le savoir?
- c) Les Défenderesses ont-elles omises de divulguer des renseignements importants aux Membres du groupe?
- d) Les omissions de divulguer des faits importants par les Défenderesses sont-elles trompeuses et/ou raisonnablement susceptibles de tromper un Membre du groupe?
- e) Les Défenderesses sont-elles légalement tenues de procéder au rappel et de réparer correctement les Véhicules visés avec de nouvelles pièces de rechange non défectueuses?
- f) Les Véhicules visés fonctionnent-ils ou non conformément à la norme d'usage auxquels ils sont normalement destinés?
- g) Les Véhicules visés fonctionnent-ils ou non conformément à la norme de durabilité pour une utilisation normale pendant une période raisonnable, compte tenu du prix, des modalités du contrat et des conditions d'utilisation des Véhicules visés?
- h) Les Défenderesses ont-elles manqué à leur obligation de fournir et de mettre à disposition des pièces de rechange non défectueuses pour les Véhicules visés dans les délais raisonnables et/ou légaux?
- i) Les contrats de vente ou de location signés par les Membres du groupe pour les Véhicules visés devraient-ils être annulés ou résiliés, et tous les montants payés par les Membres du groupe devraient-ils être remboursés en totalité ou en partie?
- j) Les Défenderesses sont-elles tenues de payer des dommages-intérêts compensatoires et/ou moraux aux Membres du groupe et, le cas échéant, à quel montant, y compris, sans s'y limiter, le remboursement du prix d'achat ou de location (ou d'une partie de celui-ci), les frais de réparation déboursés, les frais de location de voiture, les frais de transport, les frais de stationnement, les contraventions de stationnement, les frais de permis de stationnement, les frais de déneigement, les frais d'entreposage, les coûts de l'essence, les autres débours encourus, la perte de temps, la peur, le stress, l'anxiété, la perte d'utilisation du Véhicule visé, l'embarras et les inconvénients?
- k) Les Défenderesses sont-elles tenues de verser des dommages-intérêts exemplaires et/ou punitifs aux Membres du groupe et, le cas échéant, de quel montant?

3. La Cour, après avoir tranché les questions susmentionnées, décidera s'il y a lieu:

ACCUEILLIR l'action collective des Demandeurs et de chacun des Membres du groupe;

ORDONNER aux Défenderesses d'effectuer correctement un rappel des Véhicules visés et de les réparer gratuitement **À DÉFAUT DE QUOI : ANNULER** le contrat de vente ou de location signé par les Demandeurs et les Membres du groupe pour les Véhicules visés et **ORDONNER ET CONDAMNER** les Défenderesses à rembourser la totalité des montants payés par les Demandeurs et les Membres du groupe pour leur Véhicule visé et **ORDONNER** aux Défenderesses de reprendre possession desdits véhicules, aux frais de celles-ci;

CONDAMNER les Défenderesses à verser aux Demandeurs et à chacun des Membres du groupe une somme qui sera déterminée à titre de dommages-intérêts compensatoires, y compris, sans s'y limiter, le remboursement du prix d'achat ou de location (ou d'une partie de celui-ci), la perte de valeur du Véhicule visé, les frais de réparation déboursés, les frais de location payés, les frais de transport, les frais de stationnement, les frais de permis de stationnement, les contraventions de stationnement, les frais d'essence, les frais de déneigement, les autres débours encourus, la perte de temps, les inconvénients, la perte d'utilisation du Véhicule visé et **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces sommes;

CONDAMNER les Défenderesses à verser aux Demandeurs et à chacun des Membres du groupe une somme à déterminer à titre de dommages-intérêts moraux, y compris, sans limitation, pour l'embarras, le stress, la peur et l'anxiété et **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces sommes;

CONDAMNER les Défenderesses à verser aux Demandeurs et à chacun des Membres du groupe une somme à déterminer à titre de dommages-intérêts exemplaires et/ou punitifs, et **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces sommes;

CONDAMNER les Défenderesses à payer des intérêts et l'indemnité additionnelle sur les sommes ci-dessus conformément à la loi à compter de la date de signification de la demande d'autorisation d'intenter une action collective;

ORDONNER aux Défenderesses de déposer au greffe de cette Cour la totalité des sommes qui font partie du recouvrement collectif, avec intérêts, indemnités additionnelles et frais;

ORDONNER que les réclamations des Membres du groupe fassent l'objet d'une liquidation collective si la preuve le permet et alternativement, par liquidation individuelle;

CONDAMNER les Défenderesses à supporter les frais de justice de la présente action, y compris les honoraires d'experts et tous les frais d'avis;

RENDRE toute autre ordonnance que cette honorable Cour déterminera et qui est dans l'intérêt des Membres du groupe;

LE TOUT avec intérêts et l'indemnité additionnelle prévus au [Code civil du Québec](#) et avec la totalité des frais et dépenses, y compris les honoraires d'expert et les frais de publication pour aviser les Membres du groupe.

4. **Si vous désirez vous exclure de l'action collective**, vous devez en aviser le **greffier de la Cour supérieure du Québec, district de Montréal** au plus tard le **6 juillet 2026**, par courrier à l'adresse suivante:

Cour Supérieure du Québec
Azoulay et al. c. FCA Canada Inc. et al. (500-06-001342-241)
1 Notre-Dame street East, Montreal,
Québec, Canada, H2Y 1B6

Avec copie aux avocats du Groupe (par courriel si possible):

Lex Group Inc.
4101 rue Sherbrooke Ouest
Westmount, Québec, H3Z 1A7
Courriel: info@lexgroup.ca

Vous **devez** indiquer clairement que vous souhaitez vous exclure de l'action collective *Azoulay et al. c. FCA Canada Inc. et al.* (500-06-001342-241).

Un membre du groupe ne peut plus demander l'exclusion du groupe après le **6 juillet 2026**, à moins d'y être expressément autorisé par le tribunal.

Tout membre du Groupe qui n'a pas demandé à s'exclure de la manière décrite ci-dessous sera lié par les jugements qui seront rendus dans le cadre de l'action collective.

Si vous souhaitez être inclus dans l'action collective, **vous n'avez rien à faire et rien à payer.**

En tant que membre du groupe, **vous avez le droit d'intervenir** dans la présente action collective, de la manière prévue par la loi.

Pour plus d'informations sur l'action collective :

Veillez visiter la page Web dédiée à cette action collective sur le site Web de l'avocat du groupe : : <https://www.lexgroup.ca/fr/Jeep4xebatteries/> **ou** contactez les avocats du groupe confidentiellement aux coordonnées suivantes (vos informations et communications avec les avocats du groupe demeureront confidentielles):

Lex Group Inc.
4101 rue Sherbrooke Ouest
Westmount, Québec, H3Z 1A7
Téléphone: (514) 451-5500 (poste 101)
Télécopieur: (514) 940-1605
Courriel: info@lexgroup.ca
Site Web: www.lexgroup.ca/fr

Vous pouvez également consulter le Registre des actions collectives où toutes les actions collectives doivent être publiées à l'adresse suivante :
<https://www.registredesactionscollectives.quebec/>.

LE PRÉSENT AVIS A ÉTÉ AUTORISÉ PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC.

JEEP WRANGLER 4XE
-AND-
JEEP GRAND CHEROKEE 4XE

(PLUG-IN HYBRID ELECTRIC VEHICLE – PHEV)

QUEBEC CLASS ACTION AUTHORIZED

NOTICE TO CLASS MEMBERS

YOU HAVE NOTHING TO PAY

By Judgments dated September 5 and November 17, 2025, the Superior Court of Quebec authorized the bringing of a class action against **FCA Canada Inc.** and **FCA US LCC** (hereinafter collectively “**FCA**” or “**Defendants**”) on behalf of the following Class:

All persons in Quebec who own, owned, lease, leased and/or used one or more of the **Subject Vehicles**, namely:

- 2021-2025 Jeep Wrangler plug-in hybrid electric vehicles;
- 2022-2025 Jeep Grand Cherokee plug-in hybrid electric vehicles;

or any other Group(s) or Sub-Group(s) to be determined by the Court

(hereinafter the “**Class** ”or the “**Class Members**”)

Plaintiffs were ascribed the status of representatives to act on behalf of the Class Members. They allege in their action that the Plug-in Hybrid Electric (PHEV) Subject Vehicles suffer from common latent design and/or manufacturing defects related to their high-voltage batteries. FCA denies any liability and is contesting the class action.

If the class action is successful, all persons in **Quebec** corresponding to the Class mentioned above may be eligible to receive compensation, including without limitation a full or partial reimbursement of the purchase or lease price for the Subject Vehicle and/or proper recall and repairs to their vehicle, other compensatory and/or moral damages, and punitive damages.

The authorization judgment is a preliminary step which allows the class action to begin. This judgment does not decide the liability of FCA. The allegations raised in this class action have not yet been proven. FCA denies any liability and will have the opportunity to present its defenses at trial. It is following this trial, which will be held in the district of Montreal, that the Superior Court will decide whether FCA has violated the law as alleged and whether FCA must be ordered to properly recall and repair the Subject Vehicles

(failing which to annul the sale or lease contracts) and/or pay anything to the Class Members and, if so, in what amounts.

As a Class Member, **you do not have to pay for the attorney fees** which will be paid from the damages that may be awarded through the class action, if applicable. The Court will be asked to decide the reasonableness of Class Counsel legal fees. In case of success, Plaintiffs also ask the Court to condemn **FCA** to pay their Class Counsel's legal fees and expenses, in addition to the amount claimed for the Class Members. The Court may, however, also decide that such fees and costs will be **deducted** from the amounts owed to the Class, if any.

IMPORTANT NOTICE:

FCA may have recently sent you an email offering you a \$150 MasterCard gift card. Be advised that you can still continue to be a part of this authorized class action even if you already accepted and/or used that gift card. You will not be asked to reimburse or return that gift card and you can still participate in this class action. Therefore, you do NOT have to opt out of this class action if you already accepted and/or used that gift card. Indeed, the Court has confirmed that anyone who accepts and/or uses these gift cards remains entitled to participate in the Class Action.

Relevant information concerning the progress of the class action:

1. This class action will be brought in the **District of Montreal**.
2. The Court will have to resolve the following principal issues / questions of fact and law:
 - a) Do the Subject Vehicles suffer from common latent design and/or manufacturing defects?
 - b) Did Defendants know of this issue and fail to warn Class Members of the defect and if they knew, when they knew or should have known?
 - c) Did Defendants fail to disclose material information to Class Members?
 - d) Are Defendants' omission of material facts misleading and/or reasonably likely to deceive a Class Member?
 - e) Are Defendants legally obligated to make the recall available and properly repair the Subject Vehicles with new non-defective replacement parts?
 - f) Do the Subject Vehicles perform or not in accordance with the standard of fitness for the purposes for which the Subject Vehicles are normally used?

- g) Do the Subject Vehicles perform or not in accordance with the standard of durability for normal use for a reasonable length of time, having regard to the price, terms of the contract and conditions of use for the Subject Vehicles?
- h) Did Defendants default in providing and having available non-defective replacement parts for the Subject Vehicles within reasonable and/or legal delays?
- i) Should the sale or lease contracts signed by the Class Members for the Subject Vehicles be annulled or resiliated, and should all amounts paid by the Class Members be reimbursed in full or in part?
- j) Are Defendants liable to pay compensatory and/or moral damages to the Class Members, and if so, in what amount, including without limitation for the reimbursement of the purchase or lease price (or a portion thereof), any repair costs disbursed, rental car fees, transportation costs, parking costs, parking tickets, parking permit costs, snow removal costs, storage costs, gas costs, other disbursements incurred, loss of time, fear, stress, anxiety, loss of use of the Subject Vehicle, embarrassment and inconvenience?
- k) Are Defendants liable to pay exemplary and/or punitive damages to the Class Members, and if so, in what amount?

3. The Court, after having resolved the above questions, will decide if it should:

GRANT the class action of the Representative Plaintiffs and each of the Class Members;

ORDER Defendants to properly conduct a recall of the Subject Vehicles and to repair them free of charge **FAILING WHICH: ANNUL** the sale or lease contract signed by Plaintiffs and the Class Members for the Subject Vehicles and **ORDER AND CONDEMN** Defendants to reimburse the total amounts paid by Plaintiffs and the Class Members for their Subject Vehicle and **ORDER** Defendants to then retake possession and ownership of the said vehicles, at Defendants' costs;

CONDEMN the Defendants to pay to Plaintiffs and each of the Class Members a sum to be determined in compensatory damages, including without limitation for the reimbursement of the purchase or lease price (or portion thereof), loss of value of the Subject Vehicle, any repair costs disbursed, rental costs paid, transportation costs, parking costs, parking permit costs, parking tickets, gas charges, snow removal charges, other disbursements incurred, loss of time, inconvenience, loss of use of the Subject Vehicle, and **ORDER** collective recovery of these sums;

CONDEMN the Defendants to pay to Plaintiffs and each of the Class Members a sum to be determined in moral damages, including without limitatio

n for embarrassment, stress, fear, and anxiety and **ORDER** collective recovery of these sums;

CONDEMN the Defendants to pay to the Plaintiffs and to each of the Class Members a sum to be determined in punitive and/or exemplary damages, and **ORDER** collective recovery of these sums;

CONDEMN the Defendants to pay interest and additional indemnity on the above sums according to the Law from the date of service of the Application for Authorization to Institute a Class Action;

ORDER the Defendants to deposit in the office of this Court the totality of the sums which forms part of the collective recovery, with interest, additional indemnity, and costs;

ORDER that the claims of individual Class Members be the object of collective liquidation if the proof permits and alternately, by individual liquidation;

CONDEMN the Defendants to bear the costs of the present action, including experts' fees and all notice fees;

RENDER any other order that this Honorable Court shall determine and that is in the interest of the Class Members;

THE WHOLE with interest and additional indemnity provided for in the [Civil Code of Quebec](#) and with full costs and expenses, including expert's fee and publication fees to advise the Class Members

4. If you wish to exclude yourself from the class action, you have to notify the clerk of the Superior Court of Quebec, District of Montreal no later than July 6, 2026 by mail to the following address:

Superior Court of Québec
Azoulay et al. FCA Canada Inc. et al. (500-06-001342-241)
1 Notre-Dame street East, Montreal,
Québec, Canada, H2Y 1B6

with a copy to the class counsel (by email if possible):

Lex Group Inc.
4101 Sherbrooke Street West
Westmount, Quebec, H3Z 1A7
Email: info@lexgroup.ca

You **must** clearly state that you wish to exclude yourself from the class action *Azoulay et al. FCA Canada Inc. et al.* (500-06-001342-241).

A Class Member **can no longer request exclusion from the class after July 6, 2026**, unless specifically authorized by the Court.

As provided by the law, a **Class Member who has not requested exclusion is bound by any judgment** that may be rendered in this class action.

If you wish to be **included** in the class action, **you have nothing to do and nothing to pay**.

As a Class Member, **you have the right to intervene** in the present class action, in the manner provided for by law.

For more information on the class action:

Please visit the webpage dedicated to this class action on the Class Counsel's website: <https://www.lexgroup.ca/Jeep4xebatteries/> or contact the class counsel confidentially at the following coordinates (your information and communications with Class Counsel will remain confidential):

Lex Group Inc.
4101 Sherbrooke Street West
Westmount, QC, H3Z 1A7
Telephone: (514) 451-5500 (ext. 101)
Fax: (514) 940-1605
Email: info@lexgroup.ca
Website: www.lexgroup.ca

You can also consult the central Registry of class actions, where all class actions proceedings must be published at: <https://www.registredesactionscollectives.quebec/en/>

**THIS NOTICE TO CLASS MEMBERS
HAS BEEN APPROVED BY THE SUPERIOR COURT OF QUÉBEC.**

OPT OUT FORM (Exclusion Form)
Azoulay et al vs. FCA Canada Inc. et al., CSM n° 500-06-001342-241

I do **not** want to participate in the class action entitled *Azoulay et al vs. FCA Canada Inc. et al.*, Quebec Superior Court File No. 500-06-001342-241 (District of Montreal), relating to a Court authorized class action against FCA Canada Inc. and FCA US LLC (collectively “**FCA**”), authorized by the Court on September 5 and November 17, 2025, regarding the alleged battery defects affecting the 2021-2025 Jeep Wrangler 4xe plug-in hybrid electric vehicle and the 2022-2025 Jeep Grand Cherokee 4xe plug-in hybrid electric vehicle (the “**Jeep 4xe Battery Defects**”).

I understand that if I complete and deliver this opt out (exclusion) form:

- 1) I will not be included in the above Class Action (I will exclude myself from the Class Action); and
- 2) If I want to pursue a claim against FCA with respect to the Jeep 4xe Battery Defects, and/or claim damages against FCA regarding the Jeep 4xe Battery Defects, I will need to pursue my claim individually and at my own cost. **Strict legal prescription deadlines apply, and you should consult your own independent attorney in this regard.**

Name: _____

Address: _____

Telephone: _____ Current E-mail: _____

Date Signed: ____ / ____ / _____

dd mm yyyy

Your Signature

This document must be delivered to the Clerk of the Superior Court of Quebec **by July 6, 2026** at the following address:

Clerk of the Superior Court of Quebec
Palais de Justice de Montréal
(*Azoulay et al vs. FCA Canada Inc. et al., CSM no 500-06-001342-241*)
1 Notre-Dame Street East, Room 1.120
Montréal, Québec H2Y 1B5

With a copy sent to Class Counsel Lex Group Inc. at: info@lexgroup.ca or by fax to: (514) 940-1605.

Requests received after July 6, 2026 will not be honored and you will be included in the Class Action and bound by any Judgment rendered in this file thereafter.

ANNEXE 3
Notice Program

to be completed by Concilia and paid for by FCA,

- Emails to all valid emails (the FCA list and the Class counsel class members sign up list);
- If no emails are available or if email(s) bounced back, physical printed notices mailer will be sent to last known address (updated by Concilia using the Canada Post service).
- Concilia will track the rates of delivered or bounced emails.
- Concilia will file a full noticing report to the Court.

Concilia will send out the emails within 5 to 10 business days after receiving the FCA list and final notices, followed by the sending of the physical mailers thereafter.